

**Conseil économique et social**

Distr. générale
23 octobre 2006
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2007

22 janvier-2 février 2007

**Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Institut asiatique pour le développement des transports	2
2. Association d'assistance aux grands handicapés à domicile	4
3. Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements	7
4. Centre de recherche en droit international de l'environnement	10
5. Population reference Bureau	13

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Institut asiatique pour le développement des transports

(Statut consultatif spécial depuis 2002)

Première partie : Introduction

L'Institut asiatique pour le développement des transports a pour objectif de favoriser un développement équilibré, équitable et durable des infrastructures dans l'intérêt général. À cette fin, il encourage la coopération entre les pays de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est en les invitant à mettre en commun leurs expériences et leurs savoirs. Il mène notamment des activités dans les domaines de la recherche, des études et de la formation, tant au niveau national qu'à l'échelle régionale, en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté, le développement des ressources humaines, l'intégration régionale, la facilitation du commerce et le respect de l'environnement.

Fort du mémorandum d'accord qu'il a conclu avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Institut, dont sont membres 14 pays d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est, a pu au fil des années étendre son rayon d'action et sa base opérationnelle. En novembre 2003, il est devenu un des membres fondateurs du Réseau Asie-Pacifique d'enseignement et de recherche en matière de transport et de logistique, créé sous les auspices de la CESAP. En 2004, les pays membres de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle en ont fait l'organisation chef de file pour les questions de formation du personnel dans le domaine des transports, rôle qu'il lui a été demandé par la suite d'assumer également pour les pays membres de l'Initiative de coopération entre la région du Mékong et celle du Gange.

Partie II : Contribution de l'organisation au travail de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences et aux autres réunions de l'ONU

Les représentants de l'Institut ont participé activement aux réunions des groupes de travail et comités organisées par la CESAP dans les domaines de la gestion de la mondialisation, des transports et des communications et du développement des infrastructures. Les importantes contributions de l'Institut ont été dûment reconnues comme telles lors des différentes réunions :

13 au 15 novembre 2002 : Réunion du Comité des transports, des communications, du tourisme et du développement infrastructurel, Bangkok. Les représentants de l'Institut ont souligné qu'il est nécessaire de mieux comprendre les liens entre la question des transports et celle de la pauvreté et ont accepté de communiquer aux États membres les conclusions de leurs études dans ce domaine. Le Comité s'est félicité de la collaboration de la CESAP et de l'Institut dans le cadre de l'exécution du programme d'activité du secrétariat au titre du Programme d'action régional, et il s'est réjoui que l'Institut se soit récemment vu doté d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU. Il a également noté avec satisfaction qu'il s'était proposé de faire profiter les pays

membres de la CESAP de sa vaste expérience pour mettre en place des réseaux intégrés intermodaux.

19 au 21 novembre 2003 : Réunion du Comité sur la gestion de la mondialisation, Bangkok. Les représentants de l'Institut se sont dits disposés à partager leurs ressources d'expérience et de savoir pour effectuer des études par couloir afin de formuler des politiques et des stratégies du commerce et des transports pour les pays membres, et particulièrement les États sans littoral.

24 au 26 novembre 2004 : Réunion du Sous-Comité pour l'infrastructure et la facilitation des transports et le tourisme, Bangkok. Les représentants de l'Institut ont signalé que leur organisation avait été désignée comme correspondante pour toutes les activités dans ce domaine des pays membres de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle. Ils ont par ailleurs proposé de communiquer les résultats de leur étude sur le coût des transactions, l'accès aux marchés et la coopération régionale, et informé les pays membres que leur centre de formation au transport multimodal devait former du personnel d'exploitation venu d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est.

12 au 14 octobre 2005 : Réunion du Comité de la gestion de la mondialisation, deuxième session, Bangkok. Le Comité a pris note avec gratitude de l'offre de l'Institut asiatique pour le développement des transports de communiquer les résultats de son étude sur les choix intermodaux pour faciliter la prise de décisions et de former gratuitement du personnel des administrations ferroviaires.

ii) Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

11 et 12 novembre 2002 : Réunion du Groupe de travail sur la rédaction d'un accord intergouvernemental sur le Réseau de la Route d'Asie, Bangkok. Les représentants de l'Institut qui ont contribué à déterminer les itinéraires ont facilité l'obtention d'un consensus sur l'adoption de la proposition d'accord.

16 et 17 octobre 2003 : Séminaire sous-régional sur un accord intergouvernemental sur le Réseau de la Route d'Asie, New Delhi. Les représentants de l'Institut ont contribué à la finalisation de l'accord.

22 et 23 novembre 2004 : Réunion intergouvernementale chargée de rédiger un accord sur le réseau du chemin de fer transasiatique, Bangkok. Les représentants de l'Institut ont contribué à l'établissement de principes directeurs concernant les caractéristiques techniques du réseau du chemin de fer transasiatique et ils ont accepté d'accueillir la réunion d'experts des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est à New Delhi.

18 et 19 avril 2005 : Réunion du Groupe d'experts sur le réseau de chemin de fer transasiatique en Asie du Sud, New Delhi. Cette réunion a été organisée par la CESAP, en collaboration avec l'Institut qui l'a accueillie dans ses locaux. Les représentants de l'Institut ont contribué de manière significative à la formulation d'un accord intergouvernemental sur le réseau de chemin de fer transasiatique. Il a été demandé lors de cette réunion au secrétariat de la CESAP d'organiser en collaboration avec les organisations et organes compétents à l'échelle sous-régionale, en particulier l'AITD, des voyages de démonstration de trains blocs de conteneurs le long des routes ferroviaires transasiatiques de la sous-région.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus au plan international, et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

En août 2003, l'Institut a réalisé une étude sur l'impact socioéconomique des routes sur l'incidence de la pauvreté dans les populations rurales résidant à proximité. Première étude empirique du genre en Asie, elle a révélé que ceux qui habitent à proximité des routes ont davantage de possibilités d'emploi et un revenu plus élevé, un meilleur accès à l'éducation et aux installations sanitaires, ainsi qu'à des ressources comme les systèmes d'assainissement et l'eau potable. Sur le plan quantitatif, on observe une augmentation du bien-être global de 31 % et une diminution de l'incidence de la pauvreté de 17 %. Ces résultats sont importants pour l'élaboration de stratégies visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

14 et 15 avril 2005 : Conférence sur les transports et les objectifs du Millénaire pour le développement, New Delhi. Organisée conjointement par la CESAP et l'Institut dans le cadre du programme du Réseau Asie-Pacifique d'enseignement et de recherche en matière de transport et de logistique, elle a réuni des experts venus du Bangladesh, de la Chine, de la Corée, de Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine), d'Inde, d'Indonésie, du Japon, de la Malaisie, du Népal, des Philippines, de la République islamique d'Iran, de la République tchèque, de Sri Lanka et de la Thaïlande. Les communications présentées donnent une excellente idée du lien entre la pauvreté et les transports. Il est apparu évident que la situation effroyable des pauvres en zone rurale est largement due à leur isolement et au fait qu'ils sont coupés de tout.

En août 2005, l'Institut a fait paraître un numéro spécial de l'*Asian Journal* consacré aux liens entre l'accès aux ressources, les transports et la pauvreté, avec des contributions d'experts de renom, qui mettait particulièrement en lumière le rôle que peuvent jouer les transports dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les communautés pauvres accordent un rang de priorité élevé à l'accès aux services, or la qualité de ces derniers repose sur l'efficacité des systèmes de transport disponibles. Faire fond sur les atouts offerts par les transports tout en atténuant leurs inconvénients potentiels permettra d'atteindre plus facilement les OMD, mais d'autres mesures s'imposent également, notamment des recherches plus poussées sur les liens entre les transports et la pauvreté, le renforcement des cadres institutionnels, et l'amélioration de la capacité de la société civile de participer à l'élaboration des politiques en matière de transport.

2. Association d'assistance aux grands handicapés à domicile

(Statut consultatif spécial depuis 2002)

L'Association d'assistance aux grands handicapés à domicile (AAGDH) a procédé à une analyse de la situation de travail (AST) des auxiliaires de vie qui assistent à domicile les personnes lourdement handicapées, ainsi que des auxiliaires de vie travaillant en centres.

L'AAGHD a élaboré avec le soutien du Centre national de formation des formateurs et de l'ingénierie de formation (CENAFIF), dans le cadre des gisements des métiers de proximité, un Programme d'études, un Guide Pédagogique, un Guide

d'organisation matérielle et pédagogique, ainsi qu'un Guide d'évaluation du Programme d'assistance aux personnes handicapées et personnes âgées.

De 2002 à 2005, quatre formations au métier d'agent d'assistance aux personnes âgées et personnes handicapées ont été proposées : trois à Tunis (25 personnes formées) et une à Sousse (dans le centre du pays). La durée de cette formation est de neuf mois.

Il s'agit de jeunes sans qualification professionnelle.

Plusieurs d'entre eux ont trouvé un emploi dans le secteur privé.

Poursuite du Projet Contribution de la femme handicapée à la valorisation des déchets, lancé en 2000, avec l'appui financier du Fonds pour l'environnement mondial.

Plusieurs femmes en situation de handicap ont pu ainsi recevoir une formation.

Cette sensibilisation et cette formation à la gestion et à la valorisation des déchets, qui constitue une préoccupation nationale et internationale, a été fort appréciée par les participantes, qui ont eu la possibilité d'apprendre un métier et de s'insérer dans le secteur privé en créant des microprojets. Ce dispositif leur a permis d'avoir une source de revenus fort utile, d'autant que certaines d'entre elles sont des soutiens de famille.

Durant la période 2002-2005, l'AAGHD n'a cessé d'encadrer les personnes formées en faisant appel à des professionnels du monde de la décoration, du design, de la publicité et même des artistes-peintres afin de créer des articles décoratifs et des objets utiles conçus à partir de déchets.

On peut citer par exemple des tables faites avec des canettes de boissons gazeuses, des couffins composés de sachets en plastique ou encore des tapis de salle de bain en plastique.

Les objets créés sont inspirés du patrimoine artisanal tunisien.

Ces femmes sont à l'origine de l'adoption de nouveaux comportements respectueux de l'environnement dans leurs quartiers respectifs (El Hafsia (centre du Tunis), Quartier du 9 avril, etc.), où elles organisent des campagnes en faveur de la propreté.

Grâce à ce projet, elles participent désormais aux différentes foires organisées par le Ministère des affaires sociales, le Ministère de l'environnement, le Ministère de la femme et la municipalité de Tunis afin de vendre leurs produits.

Un point de vente des produits fabriqués par ces femmes a vu le jour à El Hafsia.

À l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information, un site Web proposant ces produits à la vente a été créé. Depuis, les produits valorisés se vendent de plus en plus sur Internet.

Organisation de journées de réflexion en avril 2005 sur le métier des auxiliaires de vie des associations de Gabés, Médenine et Sfax, comportant des missions permettant d'identifier les besoins en formation de ces auxiliaires de vie en les accompagnant dans leur travail quotidien.

Formation des personnes en situation de handicap : après étude de leurs motivations, ces personnes sont orientées vers l'atelier de leur choix : atelier de broderie de Jebba (habit traditionnel tunisien), atelier de mosaïque, atelier de couture, atelier de tapisserie, atelier de valorisation des déchets, atelier de musique ou encore atelier d'alphabétisation. Ces ateliers se déroulent au Centre de jour dans la Médina de Tunis. Chacun d'entre eux est animé par un formateur. Le Centre est ouvert de 8 heures à 17 heures.

Concours au profit des enfants handicapés pour la protection de l'environnement de 2000 à 2005. Organisation chaque année, le 5 janvier, à l'occasion de la Journée nationale de l'enfance, d'ateliers de sensibilisation et de valorisation de l'enfant handicapé et de son entourage à la protection de l'environnement.

Un concours de dessins est organisé, des animations (chants, danses,...) sont proposés, et des cadeaux sont offerts à tous les enfants. Cette journée a lieu dans un des parcs du pays : parc d'El Nahli, de Radès, du Mourouj, du Belvédère ou d'El Marsa.

Centre de jour pour personnes âgées et personnes handicapées créé dans la ville de Tunis en 2003. Ce local a été offert par le Président de la République. Plusieurs ateliers ont été créés : un atelier de mosaïque, un atelier d'alphabétisation pour les personnes handicapées et leur entourage, un atelier de soutien scolaire pour les enfants du quartier, un atelier de musique, un atelier de couture et un atelier d'informatique et d'initiation à Internet. Une salle de formation permet l'animation de cercles de discussion.

Participation aux forums internationaux

Août-septembre 2002 : Sommet « Planète Terre ». Johannesburg : Sommet mondial pour le développement durable

Les produits valorisés ont été exposés sur le stand de la Tunisie et ont eu beaucoup de succès.

Le projet a été suivi par le Bénin, la France et le Liban. Il y a eu des échanges d'expérience.

Nous avons en outre participé à la Marche contre la pauvreté du stade d'Alexandrie de Soweto au Palais des Congrès à Johannesburg.

17 au 21 août 2002 : Barcelone International Association for Volunteer Effort (IAVE)

Dix-huitième Conférence mondiale du volontariat. Présentation d'une communication sur l'expérience tunisienne dans le cadre du volontariat.

19 au 25 septembre 2005, Genève : Première réunion du Comité de préparation du Sommet mondial sur la société de l'information

Novembre 2005 : Participation au Sommet mondial sur la société de l'information, Tunis

L'AAGHD a formé des auxiliaires de vie et les a mis, à titre gracieux, à la disposition de toutes les personnes en situation de handicap participant au Sommet.

Les auxiliaires de vie ont accueilli ces personnes à l'aéroport et les ont assistées pendant leur séjour.

L'AAGHD a participé à l'organisation du Forum Handicap.

New York, Organisation des Nations Unies : Participation aux travaux annuels du Conseil économique et social au Siège de l'Organisation des Nations Unies en juin 2000, septembre 2001, janvier 2002 et septembre 2003.

Avril 2002, Beyrouth : Réseau arabe des associations caritatives

Il y a eu beaucoup d'échanges avec les autres associations. L'AAGHD a exposé son expérience en matière de prise en charge à domicile des personnes lourdement handicapées.

Avril 2004, Damas, Jeux olympiques spéciaux. Participation à une session de formation du personnel s'occupant des enfants handicapés mentaux

L'AAGHD est membre de l'Association internationale pour le bénévolat, des Jeux olympiques spéciaux, du Réseau arabe des associations caritatives et de Rehabilitation International.

3. Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements

(Statut consultatif spécial depuis 1998)

Première partie : Introduction

Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements (CREUMHS) est une organisation éducative et de recherche à but non lucratif, enregistrée au Kenya comme organisation non gouvernementale depuis mars 1993. Elle rassemble des universitaires, des chercheurs, des cadres et des responsables des secteurs public et privé, afin de faire la somme de la théorie, de la pratique et de la compréhension dans les politiques environnementales et les politiques axées sur les établissements humains, qui ont des conséquences sensibles sur le bien-être de l'humanité.

Partie II : Contribution de l'organisation au travail de l'ONU

Sommet mondial pour le développement durable, 26 août au 4 septembre 2002, Johannesburg (Afrique du Sud). Plus de 400 représentants d'organisations non gouvernementales ont été accrédités par l'intermédiaire de la CREUMHS pour participer au Sommet. La CREUMHS a activement pris part au Sommet, et s'est en particulier intéressée aux chapitres 7, 21 et 28 d'Action 21 (établissements humains viables, déchets et assainissement, autorités locales).

Forum urbain mondial, 29 avril au 3 mai 2002, Nairobi. Les représentants de plus de 500 organisations non gouvernementales ont participé au Forum urbain mondial. Avec le Comité des établissements humains de l'Organisation des Nations Unies à New York, la CREUMHS a assumé la coordination de l'ensemble des

travaux du Comité d'accueil des ONG au Forum et elle a coprésidé les réunions des organisations non gouvernementales pendant le premier Forum urbain mondial.

Deuxième Forum urbain mondial, 13 au 17 septembre 2004, Barcelone (Espagne). En coopération avec le Président de la Fédération internationale des géomètres (FIG), le représentant de la CREUMHS a organisé une séance réunissant les chercheurs et géomètres des pays en développement avec ceux venus d'Europe et de pays à économie développée afin qu'ils étudient les moyens de collaborer pour intégrer le programme pour l'habitat dans la discipline de l'arpentage et des enquêtes foncières.

Participation de la CREUMHS au travail de l'ONU

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Pendant la période considérée, les membres de la CREUMHS ont pris part à des consultations et des communications avec bon nombre d'autres représentants d'institutions de la société civile, des programmes du PNUE, le Conseil d'administration et le Comité des représentants permanents, afin de mettre au point une stratégie qui permette de renforcer la collaboration de la société civile aux travaux du PNUE.

Forum mondial de la société civile, 1^{er} et 2 février 2003, Office des Nations Unies à Nairobi. Les représentants de la CREUMHS ont pris part aux forums mondiaux de la société civile et apporté un concours substantiel à l'augmentation du nombre de réseaux et de fédérations d'organisations non gouvernementales africaines participant aux forums.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). Les représentants de la CREUMHS ont pris part au Forum mondial de la société civile, les 3 et 4 mai 2003, en conjonction avec la dix-neuvième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Nairobi, 5 au 9 mai 2003). La CREUMHS a défendu la participation de la société civile aux prochaines sessions du Conseil d'administration et encouragé la conclusion de partenariats entre la société civile et ONU-Habitat. Ses représentants ont organisé des manifestations parallèles pour mieux définir les principaux enjeux identifiés plus tôt pendant la dix-neuvième session du Conseil d'administration du Programme, comme la participation de la société civile aux prochaines sessions.

Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau, 6 au 12 décembre 2003, Addis-Abeba. Les représentants de la CREUMHS ont mobilisé les membres de la société civile africaine pour qu'ils réaffirment le septième objectif du Millénaire pour le développement et les cibles fixées dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg en ce qui concerne l'eau en Afrique, et qu'ils fassent pression sur les gouvernements africains afin qu'ils respectent les engagements pris.

Douzième session de la Commission du développement durable (CDD) de l'Organisation des Nations Unies sur les grands thèmes de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains, 19 au 30 avril 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les représentants de la CREUMHS ont fait partie des membres de la société civile africaine qui ont présenté en plénière la déclaration faite par les organisations non gouvernementales africaines lors de la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le

domaine des ressources en eau, qui s'est tenue du 6 au 12 décembre 2003 à Addis-Abeba.

Réunion préparatoire africaine au sixième Forum mondial de la société civile, 16 et 17 novembre 2004, Office des Nations Unies à Nairobi. La CREUMHS a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de cette réunion qui a abouti à la formulation de recommandations et d'une déclaration de la société civile africaine au Forum.

Vingt-troisième session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, 21 au 25 février 2005, Nairobi. Les représentants de la CREUMHS ont participé à cet événement en qualité d'observateurs après avoir organisé avec succès une réunion consultative des organisations de la société civile préparatoire au sixième Forum mondial de la société civile, qui s'est tenu à Nairobi les 19 et 20 février 2005.

Septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 17 au 29 octobre 2006, Nairobi. La CREUMHS s'est jointe à d'autres organisations de la société civile africaine, en collaboration avec le Centre international de liaison pour l'environnement, pour coordonner les réunions des organisations de la société civile et établir le texte de leur déclaration à la septième session de la Conférence des Parties.

Réunion consultative de la société civile africaine, 16 novembre 2005. La CREUMHS était l'une des organisations de la société civile africaine partenaires du PNUE à l'origine de cette réunion, qui avait pour objectif l'établissement d'une déclaration de principes en vue du septième Forum mondial de la société civile, les 5 et 6 février 2006 à Dubaï. Un de ses représentants a rejoint le groupe chargé de rédiger cette déclaration.

Huitième Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage : 16 au 25 novembre 2005, Nairobi.

Douzième session de la Commission du développement durable (CDD) de l'Organisation des Nations Unies, 19 au 30 avril 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Les représentants de la CREUMHS ont fait partie des membres de la société civile africaine qui ont présenté en plénière la déclaration faite par les organisations non gouvernementales africaines lors de la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau, qui s'est tenue du 6 au 12 décembre 2003 à Addis-Abeba.

i) Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

Journée mondiale de l'habitat, 3 octobre 2005 (Nairobi). La CREUMHS a appelé l'Organisation des Nations Unies à faire connaître les conclusions du Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la société civile, dont l'étude avait pour objectif de faire des propositions au Secrétaire général pour améliorer leur interaction. Elle a aussi demandé au Directeur exécutif d'ONU-Habitat de trouver des moyens de faciliter encore la participation à ce programme des acteurs de la société civile des pays en développement, en particulier des pays africains.

Comme le 16 février 2005 a marqué l'inauguration d'une nouvelle ère pour l'action de la communauté internationale visant à réduire les risques du changement climatique, la CREUMHS a recommandé de célébrer à cette date une journée spéciale, comme c'est la pratique au sein du système des Nations Unies, par exemple pour la Journée mondiale de l'habitat.

ii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

La CREUMHS a continué de surveiller la bonne application de l'Initiative de l'Union européenne (UE) sur l'eau en Afrique – Partenariat stratégique Afrique – Union européenne sur l'eau et l'assainissement et du programme de travail pour 2004-2005 figurant dans le document de travail établi par le Conseil des ministres africains responsables de l'eau et l'UE à l'occasion de la Conférence panafricaine sur la mise en oeuvre des initiatives et le partenariat dans le domaine des ressources en eau, qui s'est tenue du 8 au 13 décembre 2003 à Addis-Abeba.

En collaboration avec le Partenariat mondial pour l'eau, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux à Kampala et du Partenariat kényan pour l'eau, elle a aussi continué en 2004 et 2005 de contrôler la mise en oeuvre des réformes relatives à l'eau et d'appuyer les progrès en vue des cibles fixées pour le septième objectif du Millénaire pour le développement en ce qui concerne l'eau, à savoir faire en sorte que tous les pays d'Afrique de l'Est aient accès à l'eau potable.

La CREUMHS s'est par ailleurs employée en 2005 à diffuser le document publié par l'Organisation des Nations Unies sur le droit à l'eau.

Pendant la période à l'examen, de 2002 à 2005, la CREUMHS a participé à des réunions sur la réhabilitation des taudis avec les différentes parties prenantes, notamment le Gouvernement kényan, et ONU-Habitat, ainsi qu'à des débats sur les moyens de venir à bout des difficultés empêchant d'atteindre les cibles fixées pour le septième objectif du Millénaire pour le développement.

4. Centre de recherche en droit international de l'environnement

(Statut consultatif spécial depuis 2002)

Première partie : Introduction

Le Centre de recherche en droit international de l'environnement est un organisme de recherche indépendant, à but non lucratif, créé en 1995. Il s'agit d'une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Le Centre s'est donné pour objectif la mise en place d'un cadre légal et institutionnel propice à une gestion durable de l'environnement dans les pays en développement, dans un contexte international équitable. Il a pour mission de mener des activités de recherche sur les questions d'environnement selon l'axe Nord-Sud. Il s'emploie spécifiquement à contribuer au développement d'un cadre légal et institutionnel favorisant une gestion équitable et durable de l'environnement aux niveaux local, national et international en encourageant l'instauration de liens entre les chercheurs et les décideurs du Nord et du Sud. Aucune modification n'a été apportée à ses

statuts entre 2002 et 2005. Les seuls changements notables sont les suivants : 1) accréditation auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2) qualité d'observateur auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Partie II : Contribution du Centre au travail de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2002 et 2005, le Centre a contribué à maintes reprises aux travaux des différents organes des Nations Unies. Il convient toutefois de noter que sa capacité de participer aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et de l'aider dans ses travaux est limitée par sa taille. Le présent rapport doit donc être lu en gardant à l'esprit que les effectifs et les fonds dont dispose l'organisation sont restreints.

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

- 8 août 2003, Genève : Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, cinquante-cinquième session. Exposé oral d'un représentant de l'organisation sur la sécurité alimentaire et les droits de propriété intellectuelle. Il s'agissait d'une déclaration établie collectivement par 27 organisations non gouvernementales.
- 28 février au 2 mars 2005, Genève : Séminaire d'experts sur la démocratie et l'état de droit, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Un représentant de l'organisation a établi une note d'information et fait un exposé sur le thème de l'accès des groupes défavorisés à la justice. Le compte rendu de ce séminaire a été publié sous la cote E/CN.4/2005/58.
- 11 au 22 avril 2005, New York : Commission du développement durable, treizième session. Le Directeur de programme du Centre pour l'Afrique était un des intervenants de la réunion organisée en marge de cette session sur les questions de l'eau et de la sécurité mondiale, et il a fait un exposé sur l'intégration de l'écologie des opérations de maintien de la paix aux réformes en cours à l'Organisation des Nations Unies.

ii) Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

- 2002, Genève : Projet de la CNUCED et du Centre international pour le commerce et le développement durable sur les droits de propriété intellectuelle et le développement durable, à l'occasion duquel il a été demandé au Directeur de programme du Centre pour l'Europe d'effectuer une étude de cas sur la sécurité alimentaire et les droits de propriété intellectuelle dans les pays en développement.
- 25 et 26 février 2004, Kuala Lumpur : première Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique constituée en réunion des Parties au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. Le Centre a organisé, en marge de cette réunion, deux événements sur la question de la responsabilité et de la réparation, un sur les raisons pour lesquelles un régime de responsabilité internationale est

nécessaire pour les risques biotechnologiques, et l'autre sur les régimes de responsabilité en vigueur et la sécurité biologique. Le Centre a également établi à cette occasion un document d'information sur le développement de règles à l'échelle nationale et internationale en matière de responsabilité et de réparation pour les risques biotechnologiques.

- 2004, Nairobi : le Directeur de programme du Centre pour l'Afrique a appuyé l'initiative lancée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation en ce qui concerne l'environnement et la prévention des conflits dans la région des Grands Lacs en dressant une carte des liens entre les problèmes d'environnement et les conflits dans la région.
- 2004, Genève : le Centre a participé au Programme en droit de l'environnement de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).
- Depuis 2005, Genève : collaboration avec le Programme en droit de l'environnement de l'UNITAR dans le cadre de la publication du journal *Law, Environment and Development* par le Centre, qui a fait paraître des textes de communications sur le droit de l'environnement dans le cadre de son processus d'échange critique.
- 19 avril 2005, New York : le Directeur de programme du Centre pour l'Europe a concouru à la publication de l'Université des Nations Unies *Regulating Bioprospecting: Institutions for Drug Research, Access and Benefit-Sharing*.
- 2005, Nairobi : le Directeur de programme du Centre pour l'Afrique a participé à une évaluation externe de la deuxième phase du Projet du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) concernant la conclusion d'un partenariat pour l'élaboration du droit de l'environnement et la mise en place d'institutions environnementales en Afrique.

Contribution aux travaux d'autres organisations internationales

- 25 au 27 octobre 2004, Prague : à la réunion annuelle des États membres de l'Office européen des brevets, le Directeur de programme du Centre pour l'Europe a prononcé l'allocution inaugurale, consacrée à l'intégration des droits de propriété intellectuelle aux politiques de développement, lors du débat sur le rapport de la Commission sur les droits de propriété intellectuelle.
- 2004, Institut international des ressources phytogénétiques : le Directeur de programme pour l'Europe était l'un des trois membres d'une équipe externe chargée d'examiner les travaux de l'Institut sur les ressources génétiques du point de vue politique et légal.
- 2005, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) : les Directeurs de programme pour l'Europe et l'Afrique ont rédigé une note d'information relative à la constitution d'un groupe de travail africain sur la propriété intellectuelle qui a été soumise au Comité directeur de la NEPAD pour la science et la technologie.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus au plan international, et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre s'efforce de promouvoir le développement durable par ses activités de recherche, ses documents d'orientation et ses publications sur les moyens de lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud. En ce sens, il contribue par ses travaux à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment grâce aux activités ci-après qu'il a menées pendant la période à l'examen :

- Recherche sur les questions légales concernant le genre dans les terres arides. Étude intitulée « Achieving the Millennium Development Goals in the Drylands: Gender Considerations » (2005);
- Recherche sur la faune et la flore sauvages et les questions légales relatives à de possibles conflits de droit avec les communautés locales. Étude intitulée « Sustainable Management of Wildlife Resources in East Africa – A Critical Analysis of the Legal, Policy and Institutional Frameworks » (2005);
- Recherche sur les aspects des droits de propriété intellectuelle relatifs au développement durable, et en particulier sur l'introduction de droits de propriété intellectuelle dans l'agriculture. Publication en 2005 du livre intitulé *Intellectual Property Protection and Sustainable Development*;
- Organisation d'une conférence, en collaboration avec la School for Oriental and African Studies (SOAS), afin d'étudier, 20 ans après, les conséquences persistantes de la catastrophe industrielle de Bhopal sur le plan légal. Un des membres du Conseil consultatif (Inde) a fait un exposé sur les suites légales de la catastrophe (Londres, 23 octobre 2004);
- Recherche sur le lien entre l'accès aux médicaments et l'introduction de brevets pour les produits pharmaceutiques. Parution de l'article intitulé « Patents and Medicines: The Relationship between TRIPS and the Human Right to Health », dans le magazine *International Affairs* en 2003.

5. Population reference Bureau

(Statut consultatif spécial depuis 2002)

Première partie : Introduction

i) Le Population reference Bureau est une organisation éducative à but non lucratif, créée en 1929, afin de jeter un pont entre chercheurs et décideurs. Le Bureau s'efforce de diffuser dans le monde entier des informations sur la population, la santé et l'environnement, dans l'espoir qu'elles permettent d'améliorer le bien-être des générations actuelles et futures. Plus précisément, il analyse des données et études démographiques complexes afin de présenter les informations les plus objectives, précises et actuelles possible sous une forme aisément compréhensible pour les militants, les journalistes et les responsables politiques. Il forme des coalitions et organise des ateliers dans le monde entier afin de faciliter l'exploitation des données en offrant aux chercheurs et aux

collaborateurs du programme les instruments dont ils ont besoin pour communiquer de manière efficace sur les questions de population.

Partie II : Contribution de l'organisation au travail de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences et aux autres réunions de l'ONU

- Sommet mondial pour le développement durable, du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg. L'organisation a demandé à 12 de ses journalistes les plus expérimentés de couvrir le Sommet. Ceux-ci se sont entretenus avec des responsables de l'Organisation des Nations Unies, de délégations gouvernementales et d'autres organisations internationales, qui les ont aidés à traiter les questions abordées lors du Sommet. Le Bureau a facilité l'organisation d'entretiens entre les journalistes et de hauts responsables, comme Nitin Desai (Secrétaire général du Sommet), Klaus Toepfer (Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement), Timothy Wirth (Président de la Fondation pour les Nations Unies), Jan Pronk (Envoyé spécial auprès du Sommet mondial), et Anna Kajumulo Tibaijuka (Directrice exécutive d'ONU-Habitat). Les journalistes ont préparé plus de 100 reportages, diffusés par de grands journaux, des agences de presse et des programmes de radio dans le monde entier.
- Conférence Beijing+10, du 28 février au 11 mars 2005, à New York, Siège de l'ONU. Le Bureau a tenu à New York, la première semaine de la Conférence, un séminaire journalistique à l'intention de 12 rédactrices venues du monde entier pour les préparer à couvrir la deuxième semaine. Consacré au thème « Mobiliser les hommes pour améliorer l'hygiène de la procréation », ce séminaire était axé sur les questions de la violence fondée sur le sexe, de la planification familiale et du VIH/sida. Les journalistes ont ensuite consacré de nombreux articles aux problèmes soulevés lors de la Conférence, ainsi qu'aux options possibles et aux programmes envisagés.

ii) Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain et au Siège

- En 2002, le Bureau a lancé, en collaboration avec le FNUAP, un projet servant à constituer une base de données sur les principaux indicateurs démographiques, économiques et sociaux qui s'avèrent pertinents en ce qui concerne les priorités de programme du FNUAP et les ressources à mobiliser pour 163 pays. Cette base de données rassemble des indicateurs relatifs à la santé, à l'hygiène de la procréation, aux inégalités entre les sexes, aux populations ciblées, ainsi qu'aux priorités définies dans les programmes. Elle a été optimisée de façon à pouvoir être consultée sous un format qui permette au FNUAP de faciliter la diffusion de l'information dans différentes publications, ainsi que dans les médias électroniques.
- De 2003 à 2004, le Bureau a continué de tenir à jour 19 indicateurs pour 163 pays et de les intégrer à la base de données en ligne à l'intention du FNUAP. En 2003, il a également publié des profils de pays du point de vue de la

population et de l'hygiène de la procréation, des mesures prises et des indicateurs pour 2003 (« Country Profiles for Population and Reproductive Health: Policy Developments and Indicators 2003 »), accompagné d'un CD-ROM gratuit, qui a été largement diffusé auprès du personnel du FNUAP et des équipes de pays. Dans le cadre de ce projet, le Bureau a par ailleurs assuré la liaison avec les organismes des Nations Unies qui collectent et compilent des données; consulté régulièrement le FNUAP et le personnel d'autres départements dans le cadre d'un examen en interne des problèmes techniques rencontrés et de la pertinence des ciblage géographique; fait la liaison avec des organisations collectant des données autres que celles dont s'occupent les organismes des Nations Unies; et fait des recommandations sur les modes de présentation proposés par le FNUAP, suggérant d'autres options possibles.

- En 2005, le Bureau a publié une édition mise à jour des profils de pays, avec 262 indicateurs pour 163 pays et sous-régions, les données étant groupées selon les catégories suivantes : population, situation socioéconomique et santé, hygiène de la procréation chez les adolescents, égalité des sexes, sécurité des articles d'hygiène de la procréation et disparités internes. Cette édition comporte plusieurs améliorations, notamment des données remontant à 1990, qui permettent aux lecteurs de suivre les progrès accomplis au niveau du Programme d'action de la CIPD et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle offre aussi davantage de données sur les inégalités en matière de santé ainsi que sur les dépenses publiques dans les domaines de la santé et de l'enseignement primaire et secondaire. Les données relatives aux profils de pays peuvent être consultées en ligne à l'adresse suivante : <www.unfpa.org/profiles>.
- Le Bureau a parrainé le Réseau des femmes journalistes d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe pour leur permettre de couvrir la Conférence internationale contre le sida à Barcelone (Espagne), du 7 au 12 juillet 2002. Il a organisé à leur intention un atelier préparatoire d'une journée, à l'occasion duquel elles ont pu s'entretenir avec le docteur Peter Piot, Directeur exécutif d'ONUSIDA, qui leur a donné un aperçu du discours qu'il prononcerait le lendemain lors de la Conférence et qui a répondu à leurs questions.
- En septembre 2004, le Bureau a organisé un atelier à l'intention des femmes journalistes d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie). Ce séminaire, consacré aux problèmes fondamentaux que constituent l'autonomisation des femmes et l'hygiène de la procréation, a été inauguré par Dorothy Temu-Usiri, administratrice des programmes du FNUAP sur le plan national, qui a fait un discours sur le rôle critique que peuvent jouer les médias dans la promotion de l'équité dans le traitement des deux sexes.
- En novembre 2005, les rédactrices en chef du *Women's Edition* du Bureau se sont réunies à New Delhi pour discuter des problèmes liés à la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle. Archana Tamang, Coordonnatrice du programme d'UNIFEM contre la traite des personnes pour le bureau régional de l'Asie du Sud, était la principale intervenante. Après le séminaire, elle a constitué une coalition nationale des journalistes contre la traite des personnes dans la région avec une des journalistes et la directrice d'une organisation non gouvernementale qui avait également pris la parole.

Ajit Joy, Coordonnateur du programme de soutien aux victimes et de lutte contre la traite des personnes du bureau local de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, a également parlé des problèmes rencontrés par les responsables de l'application des lois dans la lutte contre la traite des personnes.

iii) Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement convenus au plan international, et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement

- Dans le cadre de ses efforts de diffusion de l'information dans le monde entier, le Bureau a fait paraître les publications suivantes, riches en données et ressources pouvant servir à accomplir des progrès sur la voie des objectifs de développement convenus au plan international, et en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement :
 - « Unmet Need for Family Planning: Recent Trends and their Implications for Programs ». De nombreuses femmes se heurtent à des obstacles autres que les problèmes d'accès physique lorsqu'elles souhaitent avoir recours à des services de planification familiale. L'auteur de ce rapport montre que le fait que les besoins en matière de contraception ne sont pas satisfaits peut donner lieu à des grossesses non désirées, qui posent des risques pour les femmes, leur famille et la société dans son ensemble (mars 2003).
 - « L'écart de santé entre les riches et les pauvres ». Malgré les progrès accomplis en matière de santé publique au cours des 50 dernières années, on observe toujours de grandes disparités entre les pays et au sein des pays pour toute une série d'indicateurs relatifs à la santé et à la population : fécondité, mortalité infantile, nutrition et utilisation des services de planification familiale et des autres services de santé (Bulletin de santé et fiche de données, mai 2004).
 - « Que s'est-il passé au Caire? Promesses et réalités de la CIPD ». Cet article, tiré de deux numéros du *Population Bulletin* publié par le Bureau, fait le point sur le véritable tournant qu'a représenté la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994, les progrès accomplis à ce jour et les défis qu'il faut encore relever (septembre 2004).
 - « Le projet inachevé : répondre aux besoins en planification familiale dans les pays moins développés ». Cet article montre que les programmes de planification familiale ont connu d'énormes succès au cours des 50 dernières années. Dans les pays en développement, environ la moitié des couples utilisent désormais des méthodes de contraception moderne. Malgré ces avancées, l'utilisation de la contraception reste faible et demeure un besoin criant dans les régions les plus pauvres et les plus peuplées de la planète (novembre 2004).
 - « La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Moyen-Orient ». Dans l'ensemble, les progrès accomplis sont pour le moins mitigés, et de nombreux besoins ne sont toujours pas satisfaits en

ce qui concerne les services de planification familiale et la médecine de la procréation (septembre 2005).

- « La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : l'importance de la santé reproductive ». Il est expliqué dans cet article qu'accorder la priorité à la santé reproductive des femmes à l'échelle nationale permettrait d'accélérer le rythme des progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement (décembre 2005).
-